

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.117
1er juin 1955

ORIGINAL: FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE DE BASE "MOUMIE FELIX" DE
L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
SECTION CAMEROUNAISE DU RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN
COMITE DE BASE "MOUMIE Félix"

R E S O L U T I O N

L'an mil neuf cent cinquante-cinq et le 11 du mois de Mai, nous, Membres du Comité de base dit "MOUMIE Félix", réunis au Siège de notre lieu habituel;
Après une étude sur la politique du Gouvernement français au Cameroun,
Après avoir pris connaissance de l'arrivée au Cameroun de MM TEITGEN, Ministre des colonies et SCHENEITER, Président de l'Assemblée Nationale française, dit-on, au nom du Gouvernement français et du Président de la République pour l'inauguration du Pont du WOURI (pont qui a déjà descendu de 3 mm avant une année de l'âge) et de la Foire d'exposition de MAROUA;

CONSIDERANT que le Cameroun n'est pas une colonie française pour lui imposer des manifestations politiques "extraordinaires";

CONSIDERANT que l'arrivée au Cameroun des personnages parlementaires français répond bien aux invitations réitérées de Mr. Jules NININE et aux intentions par ce dernier couvées plutôt qu'aux besoins réels des populations Camerounaises;

CONSIDERANT que les personnages parlementaires français dont il est ici question ne prévoient aucune enquête sur les incidents de Bafoussam et de MEIGANGA dont le triste bilan va jusqu'à 23 blessés, à un grand nombre des cases

pillées et détruites et aux misères indescriptibles des familles.

CONSIDERANT que ce serait là un des principaux buts d'une quelconque "Mission" parlementaire au Cameroun à l'heure où nous sommes;

CONSIDERANT que M. PRE, Gouverneur des colonies au Cameroun, dès sa prise des fonctions au CAMEROUN s'applique par tous les moyens à faire venir sur le tapis la politique de terreur par des oppositions africaines pour enfin noyer dans le sang les revendications nationales camerounaises tout en félicitant les mercenaires qui attentent sous une impunité judiciaire, à la vie des militants de l'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN;

CONSIDERANT que des perquisitions odieuses accompagnées d'importantes parades militaires, des perquisitions avec vols et effraction aux domiciles des Dirigeants de l'UPC sont devenues chose courante au Cameroun sans qu'aucune LOI française intervienne dans ce sens;

CONSIDERANT que les Mercenaires de FOUEBAN, de MBOUROUKOU, de FAFOUSSAM de MBCUDA jouissent jusqu'ici de la liberté et ne sont jamais inquiétés parce que "bons amis de la France", drôle de France qui a pour amis ceux qui attentent permanemment à la vie de ceux qui ont eu le tort de revendiquer l'UNIFICATION et l'INDEPENDANCE de leur Pays;

CONSIDERANT qu'aucune enquête parlementaire française même locale n'est intervenue jusqu'ici en ce sens;

CONSIDERANT que pour couvrir le vol, le pillage et toutes sortes de crimes commis au Cameroun les Représentants de l'autorité s'arrogent le pouvoir d'avoir le monopole de Droit pour administrer le Cameroun sous telle ou telle forme qu'ils jugent "utile";

CONSIDERANT que la politique rétrograde continuée mais très accentuée par M. PRE soit susceptible de placer notre pays devant le paradoxe d'un Régime aboutissant à l'Indépendance;

CONSIDERANT que le Cameroun n'est ni de près ni de loin une colonie française, ni même susceptible d'être englouti dans la Grande UNION FRANCAISE et que M. PRE devait reconnaître ensemble le Délégué de la France à l'ONU la nullité de la clause d'intégration frauduleuse par la clique AUJOUAT;

CONDAMNONS avec énergie la politique répressive et sauvage menée au Cameroun par le Gouverneur des colonies Roland PRE;

SOMMES étroitement solidaires à la PROCLAMATION COMMUNE du 22 avril 1955;
COMPTE TENU l'impopularité du Gouverneur des colonies au Cameroun, M Pre,
nous DEMANDONS, au moment où le Ministre des colonies visite notre Territoire,
le RAPATRIEMENT IMMEDIAT de M. ROLAND PRE.

EXIGEONS qu'une enquête sérieuse soit menée pour les incidents de Bafoussam
et de Meiganga.

FAIT à DOUALA, le 11 MAI 1955

LE COMITE DE BASE "MOUMIE Félix"
